



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/499
25 août 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Assistance aux personnes déplacées en Ethiopie

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 41/141 du 4 décembre 1986, l'Assemblée générale a prié le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de poursuivre ses efforts en vue de mobiliser l'assistance humanitaire pour les activités de secours, de relèvement et de réinstallation en faveur des rapatriés volontaires et des réfugiés en Ethiopie. Elle a en outre prié le Secrétaire général, agissant en collaboration avec le Haut Commissaire, de lui faire rapport sur l'application de la résolution lors de sa quarante-deuxième session.

II. ASSISTANCE AUX REFUGIES

2. L'afflux de réfugiés soudanais en Ethiopie s'est poursuivi en 1987. Au 31 juillet 1987, 136 719 réfugiés étaient enregistrés dans la zone de peuplement d'Itang. A la suite de l'afflux qu'a connu la région du Kaffa à partir de juin 1986, une zone de peuplement a été créée à Djimma; elle compte actuellement 31 000 réfugiés. En avril 1987, de nouveaux arrivants, actuellement au nombre de 19 879, ont commencé à s'installer dans la ville d'Asosa (région de Wollega); une assistance au titre du fonds d'urgence leur est apportée. En outre, il y a approximativement 400 réfugiés de différentes origines à Addis-Abeba. L'aide humanitaire aux réfugiés de Djimma, qui était initialement (en 1986) fournie par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au titre des secours d'urgence, se poursuit en 1987 dans le cadre du programme général. Le Gouvernement a officiellement reconnu quelque 6 000 réfugiés somalis dans la région du Hararghe (Jijiga et Awraja) et a demandé au HCR de contribuer aux opérations de secours en leur faveur. Répondant favorablement à cette demande, le Haut Commissariat a accepté de leur consacrer 100 000 dollars, à condition que les réfugiés soient transférés à une distance raisonnable des frontières de leur pays d'origine.

3. Les soins aux réfugiés et leur intégration sur place dans des zones de peuplement rurales demeurent une priorité. A la suite d'un examen et d'une redéfinition interne à mi-parcours des objectifs à atteindre, il a été décidé d'inclure dans le montant révisé des dépenses engagées au titre des zones de peuplement rurales les dépenses prévues pour les zones de peuplement d'Itang et de Djimma ainsi que les besoins financiers des nouveaux arrivés à Asosa après la phase des secours d'urgence. Actuellement, les activités sont, entre autres, axées sur ce qui suit : consolidation des succès obtenus dans l'installation de milliers de familles de réfugiés dans la région d'Itang grâce à un projet horticole; aménagement et extension de nouveaux sites à Djimma en vue de faire face à l'afflux continu de réfugiés; extension ou amélioration des routes, de l'appui logistique, des systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de drainage des zones de peuplement d'Itang et de Djimma pour répondre aux besoins d'une population croissante; fourniture d'abris, de soins de santé, d'articles à usage domestique, de vivres supplémentaires et extension des sites, en particulier pour répondre aux besoins des réfugiés nouvellement arrivés, notamment à Asosa. L'on s'attend à ce que ces activités se poursuivent en 1988 et facilitent la transition d'une situation où des soins et des services d'entretien sont fournis indéfiniment vers l'autosuffisance matérielle, au moyen d'une formation appropriée devant déboucher sur des activités productrices de revenus. Par ailleurs, un crédit sera ouvert pour financer le coût de vivres supplémentaires, de l'appui logistique, des ustensiles de ménage indispensables, des abris, des soins de santé, de l'assainissement, de la préparation à des activités productrices de revenus, de la formation et de l'alignement de base dans les zones de peuplement d'Itang et de Djimma et dans le nouveau site identifié par le Gouvernement à Asosa.

4. L'assistance accordée à titre individuel à des réfugiés urbains au titre de différents programmes, tels que les programmes de rapatriement librement consenti, de réinstallation, d'enseignement primaire et secondaire et d'intégration sur place, continue comme par le passé. Onze réfugiés ont été réinstallés, tandis que 40 autres sont retournés au Soudan dans le cadre du programme de rapatriement librement consenti. Les services d'orientation qui sont financés par le HCR et le service de développement et d'aide inter-Eglises et administrés par ce dernier orientent et guident les réfugiés dans leur recherche d'une solution durable. Les dépenses en 1987 ont été ajustées pour répondre aux besoins réels et des projections financières pour 1988 ont été établies afin que les différents besoins des réfugiés urbains soient satisfaits. Les engagements de dépenses pour 1987 s'élèvent à 12 656 000 dollars; on prévoit qu'ils seront de 14 140 000 dollars en 1988.

III. ASSISTANCE AUX RAPATRIÉS

5. Le programme de secours d'urgence aux réfugiés retournant dans la région du Hararghe a été achevé à la fin de mars 1987. En 1986, les dépenses consacrées aux vivres, à l'approvisionnement en eau, aux soins de santé et à l'appui logistique se sont élevées à 9 220 500 dollars. Les ressources et les services concernant l'approvisionnement en eau et la santé sont actuellement transférés au Gouvernement dans le cadre d'un projet de six mois, portant sur un montant de 1,2 million de dollars; ce projet doit s'achever en décembre 1987.

6. Les réfugiés originaires des pays voisins ont continué de retourner dans leurs foyers en 1987. Ces rapatriés reçoivent des secours et une aide au relèvement restreints pour faciliter leur réintégration dans leur région d'origine. Après avoir évalué l'ampleur des mouvements effectifs au premier trimestre de l'année en cours, le HCR a lancé, en avril 1987, un appel pressant pour qu'une assistance d'un montant de 10 463 500 dollars soit accordée à ces rapatriés. Entre décembre 1986 et juillet 1987, 3 170 personnes qui se trouvaient dans la région de Gedo (Somalie) sont retournées volontairement dans la région du Sidamo. Les opérations de rapatriement ont été interrompues en juin 1987 à cause de pluies torrentielles et des inondations du Dawa et du Genale. Le pont pour piétons construit par un organisme de la République fédérale d'Allemagne (Technische Hilfswerk) a été rouvert à la circulation et facilite la poursuite des opérations. La majorité des réfugiés retournant dans la région du Sidamo se sont dispersés et ont regagné leurs villages à El Leh et El Gof après avoir reçu des secours de base aux centres d'accueil et de transit de Negele et d'El Leh. La distribution de bétail aux rapatriés se fait avec lenteur à cause du niveau élevé des prix et de difficultés logistiques. L'augmentation du rythme d'exécution de ce programme dépend de la disponibilité des fonds nécessaires pour assurer une mobilisation et une distribution rapides des secours. Des secours appropriés et une aide limitée au relèvement ont été fournis aux pasteurs, agriculteurs et citoyens retournant dans leur région pour faciliter leur réintégration.

7. De décembre 1986 à juin 1987, 6 830 réfugiés qui étaient au Soudan sont retournés dans la région de Erythrée. Le bureau auxiliaire du HCR à Asmara est responsable de toutes les opérations relevant du programme de secours limités, qui comprend la mise en place de centres d'accueil à Tessenei et Talatu Ashar, la fourniture de semences et de matériel agricole et le transport des réfugiés dans leur région d'origine. Plus de 3 220 réfugiés sont retournés de Djibouti au cours de la même période dans le cadre du programme de rapatriement librement consenti et se réintègrent progressivement dans leur communauté d'origine comme pasteurs, citoyens ou agriculteurs au titre du programme exécuté par le HCR dans la région du Hararghe.

8. En décembre 1986, le Gouvernement a présenté au HCR un projet de programme de relèvement en faveur de 400 000 réfugiés retournant dans l'Ogaden (région du Hararghe). Après examen du projet, il a été convenu d'adopter une approche multilatérale (système des Nations Unies-Gouvernement) pour établir un programme de développement régional au bénéfice de la population de toute la région du Hararghe, y compris les rapatriés. Une mission conjointe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du HCR a récemment visité la région et collabore étroitement avec le Gouvernement à l'établissement d'un document final qui sera présenté ultérieurement à la communauté internationale.

IV. GESTION ET EXECUTION DU PROGRAMME

9. Tout en restant opérationnellement et financièrement responsable de l'ensemble du programme qu'il applique en Ethiopie, le HCR apprécie vivement l'appui inestimable fourni par différents organismes, tant gouvernementaux que non gouvernementaux. A la suite de discussions entre des organismes gouvernementaux et le HCR, le Bureau de coordination de la Commission de secours et de réaménagement

(RRC) et du HCR, qui est chargé de l'exécution des projets d'Itang et d'Asosa, subit actuellement une importante restructuration en vue de l'amélioration de ses capacités de gestion et d'exécution. La Société de la Croix-Rouge éthiopienne est responsable de l'exécution du projet de zone de peuplement à Djimma ainsi que des services de santé à Itang. L'Eglise orthodoxe éthiopienne exécute différents programmes en faveur des réfugiés urbains tandis que la Fédération luthérienne mondiale est responsable du projet horticole d'Itang. La Commission de secours et de réaménagement accomplit un vaste éventail de tâches dans le cadre de différents programmes en faveur des rapatriés, notamment en Erythrée et à Dire Dawa; quant au Ministère de l'intérieur, il est l'agent d'exécution du programme de rapatriement dans le Sidamo. Le groupe de planification et de prévision des situations d'urgence de l'Organisation des Nations Unies, qui est présidé par le représentant résident du PNUD en Ethiopie, apporte une contribution précieuse en appuyant l'action du HCR, notamment en ce qui concerne la mobilisation de l'appui matériel requis (comme ce fut le cas lors de la récente sécheresse en Ogaden). La Communauté économique européenne, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada (par l'intermédiaire de l'Entraide universitaire mondiale du Canada) ont apporté des contributions généreuses aux programmes du HCR en faveur des réfugiés et des rapatriés en Ethiopie. L'Entraide universitaire mondiale du Canada reste l'agent d'exécution des programmes du HCR en Ogaden.
